

Convention collective d'arrondissement

**IDCC : 1387. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Flandres-Douais)
(20 mai 1986)**

(Etendue par arrêté du 31 décembre 1986,
Journal officiel du 13 janvier 1987)

**ACCORD DU 6 JUILLET 2012
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2012**

NOR : ASET1251166M
IDCC : 1387

PRÉAMBULE

Les organisations patronales et syndicales représentatives dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres déclarent attacher une grande importance à ce que le barème des TEGA, qui est la référence pour l'accueil des nouveaux embauchés et une garantie pour les salariés en fonction, dans le respect de la hiérarchie des emplois, reste d'un niveau compatible avec la nécessité de préserver à la fois l'attractivité des métiers de la métallurgie et la compétitivité des entreprises industrielles.

Les parties signataires soulignent le caractère spécifique des négociations professionnelles et rappellent que le présent accord conclu, notamment, sur les rémunérations minimales garanties (TEGA), obéit à une logique propre, et ne peut servir de base à la revalorisation des salaires effectifs telle qu'elle est définie dans les entreprises.

En conséquence, il a été convenu entre elles ce qui suit :

Article 1^{er}

Taux effectifs garantis annuels (TEGA)

1.1. Garanties 2012

Les barèmes des taux effectifs garantis annuels (TEGA) valables pour l'ensemble de l'année civile à partir de l'année 2012 fixent, pour chaque niveau et échelon de la classification résultant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, la rémunération annuelle brute au-dessous de laquelle aucun mensuel ne peut être rémunéré pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures (annexe I).

Ces rémunérations tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail. Elles doivent être adaptées à l'horaire réellement pratiqué par l'entreprise (ou, s'il est différent, par le salarié) au cours de l'année en tenant compte des coefficients correcteurs correspondants.

Les coefficients correcteurs figurant dans l'annexe III au présent accord sont donnés à titre indicatif. Ils correspondent aux taux légaux de majoration des heures supplémentaires applicables au jour de la signature du présent accord.

1.2. Bénéficiaires de la garantie

Bénéficient de la garantie instituée à l'article 1.1 du présent accord tous les mensuels, à l'exception des titulaires d'un contrat de travail régi par des dispositions spécifiques en matière de rémunération.

En outre, les barèmes mentionnés aux articles 1.1 et 2 du présent accord doivent être adaptés aux situations propres à certaines catégories de travailleurs pour lesquels la réglementation institue des abattements de rémunération (jeunes de moins de 18 ans, travailleurs handicapés...).

1.3. Modalités de vérification

Pour vérifier si un mensuel a bénéficié sur l'année 2012 d'une rémunération brute au moins égale pour l'horaire considéré, aux garanties constituées par le présent accord, il sera tenu compte des éléments définis par l'article 9.2.1 *bis* de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres, ainsi que des indemnités représentant tout ou partie des compensations salariales de la réduction d'horaire que les entreprises ont, le cas échéant, instituées notamment au titre de la réduction du temps de travail, et ce, même si cette indemnité figure à part sur le bulletin de paie.

1.4. Durée de validité de la garantie

La garantie instituée par l'article 1.1 du présent accord est valable pour une année complète.

Il s'ensuit que cette garantie doit être adaptée *pro rata temporis* lorsqu'intervient un changement de classification ainsi qu'en cas d'entrée ou de départ en cours d'année.

1.5. Adaptation de la garantie

Les périodes pendant lesquelles l'entreprise ne supporte pas elle-même l'intégralité de la rémunération, par exemple en cas de maladie, d'accident ou d'absence quelconque non indemnisée, ne sont pas prises en compte. Le taux effectif garanti annuel est alors adapté en proportion des périodes effectivement travaillées.

1.6. Régularisation

Dans le cas où la comparaison entre les sommes effectivement versées au titre de l'année et la garantie instituée par l'accord laisserait apparaître qu'un mensuel n'a pas été rempli de ses droits, celui-ci recevra, à l'échéance de la paie la plus proche, le complément de rémunération brute correspondant.

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques (RMH)

Le barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servant exclusivement à la détermination des primes d'ancienneté est revalorisé à compter du 1^{er} juillet 2012.

La valeur du point RMH est fixée à cette date à 3,90 €.

Les parties précisent que cette revalorisation s'applique pour la première fois à la prime d'ancienneté versée au titre du mois de juillet 2012.

Les montants mensuels indiqués dans le barème des RMH figurant en annexe II au présent accord s'appliquent pour la durée légale de travail. Ils tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Les montants figurant dans le barème des RMH sont arrondis à l'euro supérieur dès lors que le nombre de centimes après la virgule est égal ou supérieur à 50, à l'euro inférieur dans le cas contraire.

Ces montants sont donnés à titre indicatif.

En effet, les valeurs de primes d'ancienneté sont calculées par le produit de la valeur du point par le coefficient, le taux de la catégorie et le taux d'ancienneté applicable sans arrondi pour éviter le

cumul d'arrondis. Les valeurs qui en découlent sont arrondies au centime supérieur si le 3^e chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, au centime inférieur dans le cas contraire.

Les valeurs de primes d'ancienneté qui résultent de ce calcul figurent en annexe IV pour les administratifs, techniciens et maîtrise hors atelier, en annexe V pour les travailleurs manuels et en annexe VI pour les maîtrises d'atelier.

Ces valeurs de primes d'ancienneté doivent être adaptées à l'horaire pratiqué par l'entreprise, ou, s'il est différent, par le salarié, en tenant compte des coefficients correcteurs (annexe III).

Article 3

Allocation complémentaire de vacances

Le montant de l'allocation complémentaire de vacances défini aux articles 11.1.14 à 11.1.18 de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres est porté à 441 € bruts pour la période allant du 1^{er} mai 2012 au 30 avril 2013.

Article 4

Indemnité de panier de nuit

Le montant de l'indemnité de panier de nuit visée par l'article 7.1.8 de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres est porté à 5,90 € par repas à compter du 1^{er} juillet 2012.

Article 5

Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 6

Extension

Les parties signataires conviennent de l'intérêt d'assurer au présent accord la plus large application et s'engagent en conséquence, à l'initiative de la délégation patronale, à en demander l'extension.

Article 7

Formalités

Le présent accord fera l'objet des dépôts conformément à la réglementation.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 6 juillet 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UDIMETAL ;

UIMM Artois-Douais ;

UIMM Lille Flandre intérieure.

Syndicats de salariés :

CFE-CGC métallurgie Nord - Pas-de-Calais ;

USM FO ;

CFDT métaux Lille Flandre-Douais.

ANNEXE I

Taux effectifs garantis annuels

(Base 35 heures)

1. Mensuels âgés de 18 ans accomplis

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	INDICE	ADMINISTRATIFS Techniciens Maîtrise hors atelier	TRAVAILLEURS manuels	MAÎTRISE d'atelier
V	3	395	29 174		30 710
	3	365	26 931		28 329 AM7
	2	335	24 740		25 943 AM6
	1	305	22 589		23 526 AM5
IV	3	285	21 187	TA4	22 022 AM4
	2	270	20 130	TA3	
	1	255	19 041	TA2	19 600 AM3
III	3	240	18 707	TA1	18 994 AM2
	2	225	18 270		
	1	215	18 165	P3	18 391 AM1
II	3	190	17 760	P2	
	2	180	17 651		
	1	170	17 510	P1	
I	3	155	17 020	O3	
	2	145	17 010	O2	
	1	140	17 000	O1	

En toute hypothèse, le mensuel ne peut percevoir une rémunération inférieure au Smic correspondant à l'horaire pratiqué.

Pour vérifier si la rémunération annuelle est au moins égale au TEGA, il convient de tenir compte des éléments définis à l'article 9.2.1 *bis* de la convention collective.

Ce barème est établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Il doit être adapté en cas d'horaire différent en tenant compte des coefficients correcteurs (annexe III).

Il inclut toutes les compensations pour réductions d'horaires.

L'évolution des barèmes de TEGA et de RMH obéit à une logique propre et ne peut servir de base ou de référence à l'évolution des salaires réels versés par les entreprises.

2. Mensuels âgés de moins de 18 ans

Le taux effectif garanti annuel (TEGA) des mensuels âgés de moins de 18 ans subit un abattement dans les conditions ci-après :

ÂGE	ANCIENNETÉ		
	Moins de 6 mois	6 mois à 1 an	Plus de 1 an
16-17 ans	TEGA – 20 % sans être < au Smic – 20 %	TEGA – 20 % sans être < au Smic	Aucun abattement
17-18 ans	TEGA – 10 % sans être < au Smic – 10 %	TEGA – 10 % sans être < au Smic	Aucun abattement

ANNEXE II

Rémunérations minimales hiérarchiques 2012

(Base 35 heures)

Ce barème sert exclusivement de base de calcul des primes d'ancienneté.

Il inclut toutes les compensations pour réductions d'horaires.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS Techniciens Maîtrise hors atelier	TRAVAILLEURS manuels ⁽¹⁾	MAÎTRISE d'atelier ⁽¹⁾	
V	3	395	1 541		AM7	1 648
	3	365	1 424		AM6	1 523
	2	335	1 307		AM5	1 398
	1	305	1 190		AM4	1 273
IV	3	285	1 112	TA4 1 167	AM3	1 189
	2	270	1 053	TA3 1 106		
	1	255	995	TA2 1 044	AM2	1 064
III	3	240	936	TA1 983	AM1	1 002
	2	225	878			
	1	215	839	P3 880		897
II	3	190	741	P2 778		
	2	180	702			
	1	170	663	P1 696		
I	3	155	605	O3 635		
	2	145	566	O2 594		
	1	140	546	O1 573		

(1) Ces montants incluent les majorations prévues par l'accord national du 30 janvier 1980 (5 % travailleurs manuels et 7 % maîtrise d'atelier).

Ces valeurs de primes d'ancienneté doivent être adaptées à l'horaire pratiqué par l'entreprise, ou, s'il est différent, par le salarié, en tenant compte des coefficients correcteurs (annexe III).

Mode de calcul de la prime d'ancienneté

La prime d'ancienneté est égale au coefficient × valeur de point × taux de la catégorie (voir lignes ci-dessous) × % d'ancienneté :

- OETDA : 1 ;
- travailleur manuel : 1,05 ;
- maîtrise d'atelier : 1,07.

Les valeurs qui en découlent sont arrondies au centime supérieur si le 3^e chiffre après la virgule est supérieur ou égal à 5, au centime inférieur dans le cas contraire.

ANNEXE III

Coefficients correcteurs applicables dans les cas où l'horaire constant est différent de 35 heures

Entreprises de toutes tailles

Dans le cas où l'horaire est différent de 35 heures, il y a lieu d'appliquer aux valeurs du barème des taux effectifs garantis annuels et aux valeurs des primes d'ancienneté calculées à partir de la valeur du point, le coefficient correcteur correspondant à l'horaire pratiqué.

Attention :

- le coefficient correcteur tient compte d'une majoration payée en espèces. Il n'est pas applicable dans le cas d'une majoration en temps de repos ;
- le coefficient correcteur est calculé à partir de la majoration légale de 25 % pour les heures accomplies entre 35 et 43 heures et de 50 % au-delà.

TAUX	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées ⁽¹⁾	COEFFICIENT correcteur ⁽²⁾
Heures au taux normal	30,00	30,000	0,857143
	30,50	30,500	0,871429
	31,00	31,000	0,885714
	31,50	31,500	0,900000
	32,00	32,000	0,914286
	32,50	32,500	0,928571
	33,00	33,000	0,942857
	33,50	33,500	0,957143
	34,00	34,000	0,971429
	34,50	34,500	0,985714
Durée légale	35,00	35,000	1,000000
Heures majorées à 25 %	35,50	35,625	1,017857
	36,00	36,250	1,035714
	36,50	36,875	1,053571
	37,00	37,500	1,071429
	37,50	38,125	1,089286
	38,00	38,750	1,107143
	38,50	39,375	1,125000
	39,00	40,000	1,142857
	39,50	40,625	1,160714
	40,00	41,250	1,178571
	40,50	41,875	1,196429
	41,00	42,500	1,214286

TAUX	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées ⁽¹⁾	COEFFICIENT correcteur ⁽²⁾
Heures majorées à 25 %	41,50	43,125	1,232143
	42,00	43,750	1,250000
	42,50	44,375	1,267857
	43,00	45,000	1,285714
Heures majorées à 50 %	43,50	45,750	1,307143
	44,00	46,500	1,328571
	44,50	47,250	1,350000
	45,00	48,000	1,371429
	45,50	48,750	1,392857
	46,00	49,500	1,414286
	46,50	50,250	1,437514
	47,00	51,000	1,457143
	47,50	51,750	1,478571
	48,00	52,500	1,500000
(1) C'est-à-dire tenant compte des majorations pour heures supplémentaires payées et non prises en repos. (2) Nombre d'heures effectivement payées divisé par 35.			

ANNEXE IV

Primes d'ancienneté (base 35 heures) ⁽¹⁾ applicables au 1^{er} juillet 2012

Administratifs, techniciens, maîtrise hors atelier

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	MINIMUM hiérarchique	TAUX D'ANCIENNETÉ													
				3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %	20 ans 17 %
V	3	395	1 541	46,22	61,62	77,03	92,43	107,84	123,24	138,65	154,05	169,46	184,86	200,27	215,67	231,08	261,89
	3	365	1 424	42,71	56,94	71,18	85,41	99,65	113,88	128,12	142,35	156,59	170,82	185,06	199,29	213,53	242,00
	2	335	1 307	39,20	52,26	65,33	78,39	91,46	104,52	117,59	130,65	143,72	156,78	169,85	182,91	195,98	222,11
	1	305	1 190	35,69	47,58	59,48	71,37	83,27	95,16	107,06	118,95	130,85	142,74	154,64	166,53	178,43	202,22
IV	3	285	1 112	33,35	44,46	55,58	66,69	77,81	88,92	100,04	111,15	122,27	133,38	144,50	155,61	166,73	188,96
	2	270	1 053	31,59	42,12	52,65	63,18	73,71	84,24	94,77	105,30	115,83	126,36	136,89	147,42	157,95	179,01
	1	255	995	29,84	39,78	49,73	59,67	69,62	79,56	89,51	99,45	109,40	119,34	129,29	139,23	149,18	169,07
III	3	240	936	28,08	37,44	46,80	56,16	65,52	74,88	84,24	93,60	102,96	112,32	121,68	131,04	140,40	159,12
	2	225	878	26,33	35,10	43,88	52,65	61,43	70,20	78,98	87,75	96,53	105,30	114,08	122,85	131,63	149,18
	1	215	839	25,16	33,54	41,93	50,31	58,70	67,08	75,47	83,85	92,24	100,62	109,01	117,39	125,78	142,55

(1) En cas d'horaire constant différent, voir annexe III.

NIV.	ÉCH.	COEF.	MINIMUM hiérarchique	TAUX D'ANCIENNETÉ													
				3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %	20 ans 17 %
II	3	190	741	22,23	29,64	37,05	44,46	51,87	59,28	66,69	74,10	81,51	88,92	96,33	103,74	111,15	125,97
	2	180	702	21,06	28,08	35,10	42,12	49,14	56,16	63,18	70,20	77,22	84,24	91,26	98,28	105,30	119,34
	1	170	663	19,89	26,52	33,15	39,78	46,41	53,04	59,67	66,30	72,93	79,56	86,19	92,82	99,45	112,71
I	3	155	605	18,14	24,18	30,23	36,27	42,32	48,36	54,41	60,45	66,50	72,54	78,59	84,63	90,68	102,77
	2	145	566	16,97	22,62	28,28	33,93	39,59	45,24	50,90	56,55	62,21	67,86	73,52	79,17	84,83	96,14
	1	140	546	16,38	21,84	27,30	32,76	38,22	43,68	49,14	54,60	60,06	65,52	70,98	76,44	81,90	92,82

ANNEXE V

Primes d'ancienneté (base 35 heures) ⁽¹⁾ applicables au 1^{er} juillet 2012

Travailleurs manuels

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	MINIMUM hiérarchique	TAUX D'ANCIENNETÉ														
				3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %	20 ans 17 %	
IV	3	285	TA4	1 167	35,01	46,68	58,35	70,02	81,70	93,37	105,04	116,71	128,38	140,05	151,72	163,39	175,06	198,40
	2	270	TA3	1 106	33,17	44,23	55,28	66,34	77,40	88,45	99,51	110,57	121,62	132,68	143,73	154,79	165,85	187,96
	1	255	TA2	1 044	31,33	41,77	52,21	62,65	73,10	83,54	93,98	104,42	114,86	125,31	135,75	146,19	156,63	177,52
III	3	240	TA1	983	29,48	39,31	49,14	58,97	68,80	78,62	88,45	98,28	108,11	117,94	127,76	137,59	147,42	167,08
	1	215	P3	880	26,41	35,22	44,02	52,83	61,63	70,43	79,24	88,04	96,85	105,65	114,46	123,26	132,06	149,67
II	3	190	P2	778	23,34	31,12	38,90	46,68	54,46	62,24	70,02	77,81	85,59	93,37	101,15	108,93	116,71	132,27
	1	170	P1	696	20,88	27,85	34,81	41,77	48,73	55,69	62,65	69,62	76,58	83,54	90,50	97,46	104,42	118,35
I	3	155	O3	635	19,04	25,39	31,74	38,08	44,43	50,78	57,13	63,47	69,82	76,17	82,51	88,86	95,21	107,90
	2	145	O2	594	17,81	23,75	29,69	35,63	41,56	47,50	53,44	59,38	65,32	71,25	77,19	83,13	89,07	100,94
	1	140	O1	573	17,20	22,93	28,67	34,40	40,13	45,86	51,60	57,33	63,06	68,80	74,53	80,26	86,00	97,46

(1) En cas d'horaire constant différent, voir annexe III.

ANNEXE VI

Primes d'ancienneté (base 35 heures) ⁽¹⁾ applicables au 1^{er} juillet 2012

Maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	MINIMUM hiérarchique	TAUX D'ANCIENNETÉ													
				3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %	20 ans 17 %
V	3	395	AM7	49,45	65,93	82,42	98,90	115,38	131,87	148,35	164,83	181,32	197,80	214,28	230,77	247,25	280,22
	3	365	AM7	45,69	60,93	76,16	91,39	106,62	121,85	137,08	152,31	167,55	182,78	198,01	213,24	228,47	258,93
	2	335	AM6	41,94	55,92	69,90	83,88	97,86	111,84	125,82	139,80	153,78	167,75	181,73	195,71	209,69	237,65
	1	305	AM5	38,18	50,91	63,64	76,37	89,09	101,82	114,55	127,28	140,00	152,73	165,46	178,19	190,91	216,37
IV	3	285	AM4	35,68	47,57	59,47	71,36	83,25	95,14	107,04	118,93	130,82	142,72	154,61	166,50	178,40	202,18
	1	255	AM3	31,92	42,56	53,21	63,85	74,49	85,13	95,77	106,41	117,05	127,69	138,33	148,98	159,62	180,90
III	3	240	AM2	30,05	40,06	50,08	60,09	70,11	80,12	90,14	100,15	110,17	120,18	130,20	140,21	150,23	170,26
	1	215	AM1	26,92	35,89	44,86	53,83	62,80	71,78	80,75	89,72	98,69	107,66	116,64	125,61	134,58	152,52

(1) En cas d'horaire constant différent, voir annexe III.

ANNEXE VII

Indemnités, primes, allocation

1. Indemnités diverses :
 - indemnité de panier (travaux de nuit) (art. 7.1.8 de la convention collective du 20 mai 1986) : 5,90 € ⁽¹⁾ ;
 - indemnité de repas (petit déplacement) (accord du 26 février 1976, art. 2.3) : 2,5 × le minimum légal.
2. Primes pour l'obtention d'un diplôme de l'enseignement technologique :
 - obtention d'un CAP de la profession par un apprenti sous contrat (art. 8.2.4 de la convention collective du 20 mai 1986) : 22,87 € ;
 - obtention d'un diplôme dans les conditions prévues par l'article 8.4.1 de la convention collective du 20 mai 1986 :
 - CAP, BEP, CQP, CQT1, CFPA 1^{er} degré : 76,22 € ;
 - CQT2, CQT3, BP, BTN, diplôme AFPA niveau IV : 114,34 € ;
 - BTS, DUT, diplôme AFPA niveau III : 152,45 €
3. Allocation complémentaire de vacances (art. 11.1.14 et suivants de la convention collective du 20 mai 1986) : entre le 1^{er} mai 2012 et le 30 avril 2013 : 441 €.

(1) A compter du 1^{er} juillet 2012 (accord du 6 juillet 2012).